

LOBBYING FÉDÉRAL EN SUISSE LATINE – UN AUTRE MONDE ?

RELATIONS PUBLIQUES

ARTICLE ÉCRIT PAR
SACRA TOMISAWA-
SCHUMACHER, ATTACHÉE
DES QUESTIONS FÉDÉRALES
À L'ÉTAT DE GENÈVE

© NEVSTON/Peter Krautzer



Membre romande de la Société Suisse de Public Affairs (SSPA), je me suis demandée si la SSPA défendait adéquatement les lobbyistes latins. Quoi de mieux dès lors que de prendre une matinée pour échanger à ce propos ? Après avoir sondé les participants potentiels, un intérêt s'est dégagé pour le lobbying cantonal.

En organisant cette journée, j'étais persuadée de son bien-fondé, mais qu'allait-il en sortir ? Un décalage dans ce domaine avec la Suisse alémanique ? Une autre vision sur les efforts de transparence ? Ou le constat d'un monde bien organisé et au fait des développements nationaux ? Quoi qu'il en soit, l'objectif était clair :

identifier les besoins et les demandes, et réfléchir à la façon d'y répondre. Une vingtaine de participants des quatre coins de Romandie se sont donc réunis le 10 novembre dernier sous l'égide de la SSPA, avec le soutien du Swiss Medical Network. Bureaux privés et agences, entreprises spécialisées et internationales, administratifs cantonaux, représentants des milieux économiques, ces participants de divers horizons se sont retrouvés à Lausanne, dans une

atmosphère détendue. La SSPA avait ouvert cette demi-journée non seulement à ses membres, mais aussi à toute personne intéressée.

Claude Ruey, fin expert du fédéralisme dans l'exécutif comme le législatif, bien impliqué dans le monde associatif, a fait l'éloge des affaires publiques : « Les lobbyistes sont nécessaires, ils expliquent des sujets complexes, et le politicien éclairé qui s'est inspiré de différents avis décide ensuite en toute liberté. Comme le juge qui entend le procureur et les avocats avant de poser son verdict ». Il a aussi montré l'importance pour les cantons de défendre leurs intérêts à Berne et même à Bruxelles. Reto Wiesli, vice-président de la SSPA, a pour sa part expliqué la régulation de la transparence que la SSPA est en train d'instaurer, son comité indépendant de déontologie pour traiter de cas précis, ainsi que la formation en éthique, obligatoire pour les membres de la Société.

Deux ateliers ont suivi, l'un sur le développement du lobbying en Suisse romande, l'autre sur la transparence et l'action de

la SSPA en Suisse latine. Les conclusions peuvent se résumer en quatre points : la demande de mieux connaître le contexte général dans lequel les lobbyistes évoluent, la possibilité évoquée de recourir à des spécialistes dans des thématiques données ou dans des démarches globales, affaires publiques et communication, la nécessité de disposer de lobbyistes romands qui puissent traduire les sensibilités régionales, voire locales, ainsi que le constat que le lobbying en Suisse romande ne s'opère pas uniquement au niveau régional, national et global, mais s'adresse aussi – et différemment – aux organisations internationales.

Somme toute, mes interrogations ont trouvé leur réponse : la communauté latine trouve sa place en Suisse et se sent en phase avec les acteurs alémaniques ; pas de barrière de rôtis en ce qui concerne la transparence. Mais une demande à la SSPA finalement unanime : poursuivre ces rencontres sur une base régulière.

Si vous avez raté la première édition, bienvenue aux suivantes !